

## INTRODUCTION

L'époque contemporaine est marquée par un certain nombre de transformations qui touchent le capitalisme en profondeur. Après avoir longtemps tenté d'identifier ces changements en les situant dans le prolongement du capitalisme industriel fordiste, les économistes en sont venus à considérer qu'ils exprimaient une rupture plus profonde et plus radicale. De nombreuses hypothèses ont alors été émises pour rendre compte de ces changements et les interpréter. Celles-ci consistent le plus souvent à privilégier un trait ou une structure afin de caractériser et spécifier la nature du capitalisme à venir.

Deux hypothèses sont plus particulièrement prégnantes chez les économistes français depuis quelques années : d'un côté l'hypothèse d'un capitalisme financier, de l'autre celle d'un capitalisme cognitif. L'ouvrage que nous présentons est consacré pour l'essentiel à ces deux orientations ainsi qu'à l'analyse de ce qui pourrait être une nouvelle centralité du rapport salarial fondée sur la reconnaissance des compétences.

Le principe d'analyse sur lequel repose la thèse du capitalisme cognitif est celui d'une prégnance croissante du travail "immatériel", c'est-à-dire des formes ou des situations de travail dans lesquelles la contribution créative, intellectuelle, scientifique ou la capacité communicatrice et informationnelle est essentielle pour la valorisation. Il y aurait ainsi une double rupture. La première résulterait de la fin de la centralité de la production de biens matériels. Ce qui signifie nullement, cependant, que cette production disparaîtrait ou même deviendrait marginale. Le second aspect de la rupture résiderait dans le fait que l'information et la connaissance tendent à occuper une place centrale dans la production et dans la valorisation.

L'importance de la connaissance dans les économies contemporaines est suffisamment avérée et reconnue pour qu'un grand nombre d'économistes s'en soient saisis et aient placé celle-ci au centre de leur analyse de la dynamique économique.

Cette convergence est incontestablement un élément positif dans la mesure où elle manifeste l'existence d'un consensus sur ce qui peut être considéré comme l'un des thèmes principaux, sinon le thème central, de la compréhension des mutations économiques du monde contemporain. Elle suscite cependant une appréciation plus négative ou plus réservée dès lors que l'on constate que les manières de représenter le rôle de la connaissance et d'explicitier les transformations associées varient sensiblement selon les auteurs.

De façon analogue, le caractère ancien de la prise en compte de la connaissance dans la dynamique historique du capitalisme, souligné par B. Paulré (*Une approche schumpétérienne*) et C. Vercellone, peut susciter des sentiments nuancés. Car, d'un côté, il peut être considéré comme légitimant l'intérêt des économistes contemporains pour la connaissance. Mais, de l'autre, il peut susciter un relatif détachement né du fait que, finalement, ce thème est beaucoup moins nouveau qu'il le semble ou que ces économistes le proclament.

Arrêtons nous un moment sur une question qui est à la fois préliminaire et centrale : celle de la définition de la notion de capitalisme cognitif.

### Comment définit-on le capitalisme cognitif ?

L'expression *capitalisme cognitif* résulte syntaxiquement de l'association de l'adjectif *cognitif* et du substantif *capitalisme*. Elle implique une distinction entre la notion de société (que l'on peut décliner en : société industrielle, société de la connaissance...) et celle de capitalisme. On doit donc comprendre le capitalisme cognitif comme une société de la connaissance régie par une organisation de type capitaliste. Mais l'on doit comprendre aussi le

capitalisme cognitif comme un capitalisme dans lequel la connaissance constitue l'objet d'accumulation essentiel, d'où la différence avec le capitalisme industriel dès lors que l'on désigne par là une époque dans laquelle l'accumulation des machines et le perfectionnement de l'organisation du travail constituent les formes d'accumulation et de progrès dominantes. Bien entendu cette périodisation repose sur des différences davantage qualitatives que quantitatives.

Dans la notion de *capitalisme cognitif*, le mot capitalisme est donc peut être plus important que le mot cognitif. Nous voulons dire par là que, par rapport aux analyses centrées sur la société de la connaissance par exemple, l'originalité de la thèse du capitalisme cognitif est de poser la question de savoir comment et à quelles conditions une organisation capitaliste de la société est possible lorsque les activités principales sont centrées sur la connaissance, la créativité et l'information.

Une définition générale consiste naturellement à souligner à la fois le rôle central de la connaissance et le fait qu'il se manifeste d'une façon particulière liée à l'organisation capitaliste de la société : "Par capitalisme cognitif nous désignons une configuration dans laquelle les formes nouvelles de travail et d'accumulation, centrées sur la connaissance, en un sens large, demeurent placées, pour l'essentiel, sous le contrôle des capitalistes. Il en résulte que ces derniers s'efforcent, et ils y parviennent, à s'approprier en tout ou partie la richesse/valeur produite." (B. Paulré, *Une approche schumpétérienne...*).

Cependant, pour caractériser précisément le capitalisme cognitif, il peut sembler nécessaire d'opérer un détour consistant à introduire une nouvelle catégorie, celle de système d'accumulation ou de système historique d'accumulation (cf. P. Dieuaide et alii, 2003) : "Nous proposons d'appeler système d'accumulation l'association d'un mode de production et d'un type d'accumulation." H. Vinceneux retient la définition du capitalisme cognitif qui découle directement de l'usage de la notion de système historique d'accumulation : "Le capitalisme cognitif est défini comme un système d'accumulation associant un mode de production capitaliste, un régime d'accumulation privilégiant la connaissance et la créativité, et un mode de régulation caractérisé par des rapports sociaux fondamentaux et des comportements tournés vers l'innovation, la nouveauté et le partage des droits y afférents" (P. Dieuaide et alii, 2003). C. Vercellone écrit : "Par le concept de capitalisme cognitif nous désignons l'émergence d'un nouveau 'système historique d'accumulation' dans lequel la dimension cognitive et intellectuelle du travail devient dominante, et l'enjeu central de la valorisation du capital et des formes de la propriété porte directement sur la transformation de la connaissance en une marchandise fictive."

B. Paulré revient sur cette notion en écrivant que le système d'accumulation "caractérise la façon dont une société agit sur les conditions de sa production. Il spécifie la nature et l'importance du détour par lequel les conditions de l'activité productive peuvent être changées. Il manifeste ainsi le degré et le niveau à partir duquel la société définit sa capacité d'action, et caractérise un certain potentiel historique d'intervention et d'organisation du changement. Il implique ainsi, au travers des formes qu'il revêt, une conception dominante de la façon dont une société se projette dans l'avenir et conçoit le progrès." (B. Paulré, *Le capitalisme cognitif est un capitalisme financiarisé*). C. Vercellone ajoute qu'un "système historique d'accumulation oriente sur la longue durée les tendances inhérentes à la valorisation du capital, la division du travail et la reproduction des rapports sociaux les plus fondamentaux". Pour lui, la notion de système historique d'accumulation comporte l'hypothèse d'un niveau supérieur de grande crise<sup>1</sup> par rapport au concept de grande crise du mode de développement. C'est, écrit-il, "à cette aune, qu'il faut comprendre l'originalité et la portée historique de la mutation du capitalisme ouverte par la crise du fordisme."

---

<sup>1</sup> Intermédiaire donc entre le concept de crise du "mode de développement" et celui de crise du "mode de production".

Une fois la notion de système historique d'accumulation introduite, la différence entre le capitalisme cognitif et l'époque à laquelle il succède, celle d'un capitalisme industriel marqué par le fordisme, devient plus immédiate et aisée à spécifier : ce dernier peut être caractérisé par le fait que la formation du profit repose sur l'organisation du travail dans les manufactures

L'accumulation porte pour l'essentiel sur les machines et sur une organisation du travail abordée dans ce contexte comme l'organisation de la production et l'affectation des travailleurs à des postes. ~~Celle-ci Cette organisation, on le rappellera,~~ visait de façon centrale les gains de productivité. Le capitalisme cognitif est un autre système d'accumulation dans lequel l'accumulation porte sur la connaissance et sur la créativité, c'est-à-dire sur des formes d'investissement plus immatérielles. Plus globalement, à propos de la portée de cette notion, C. Vercellone écrit que "au capitalisme mercantiliste aurait ainsi succédé le capitalisme industriel, puis un complexe processus de transition vers un nouveau système historique d'accumulation qualifié de capitalisme cognitif... L'essor du capitalisme cognitif correspond à une rupture avec nombre de tendances qui ont caractérisé le capitalisme industriel".

Afin de préciser en quoi consiste la mutation qui fait émerger le capitalisme cognitif et la manière dont la place de la connaissance dans la dynamique du capitalisme peut être appréhendée, C. Vercellone met l'accent sur trois dimensions complémentaires. La dimension la plus importante concerne le rapport capital-travail qui, dorénavant, "renvoie à la relation, souvent conflictuelle, entre deux aspects indissociables de l'économie de la connaissance : les connaissances incorporées et mobilisés par le travail, et les connaissances incorporées au capital sous la forme de capital fixe et d'actifs immatériels". La seconde dimension concerne la connaissance en tant que facteur crucial dans la détermination de la capacité compétitive aux niveaux micro, méso et macroéconomique. La troisième dimension est celle de la régulation des modalités d'accès, de diffusion et d'appropriation de la connaissance : "il s'agit de la manière dont la connaissance est garantie comme un bien libre, soustrait à la logique du marché, ou, au contraire, fait l'objet d'un procès de rationnement, visant son appropriation privée et sa transformation en marchandise fictive."

## **Le capitalisme cognitif comme cadre d'interprétation des mutations du capitalisme**

L'intérêt des textes composant la première partie de cet ouvrage est, pour l'essentiel, d'identifier la spécificité et l'originalité de la thèse du capitalisme cognitif ainsi que de la différencier d'approches alternatives. Deux textes privilégient l'identification du ou des traits essentiels du capitalisme cognitif, et cela à partir de deux points de vue différents : le point de vue schumpétérien (B. Paulré) et le point de vue marxiste (C. Vercellone). Le troisième texte, d'H. Vinceneux, privilégie une approche par la différenciation, c'est-à-dire le positionnement de la thèse du capitalisme cognitif vis-à-vis des autres approches économiques centrées sur la connaissance. Ce souci comparatif est d'ailleurs également présent dans le de C. Vercellone.

On pourrait penser que, se présentant comme schumpétérienne, la présentation du capitalisme cognitif par B. Paulré serait centrée sur le thème de l'innovation au sens habituel du terme, c'est-à-dire l'innovation industrielle. Or, si ce thème est présent dans cet article, ce n'est pas cela qui justifie, pour B. Paulré, le caractère schumpétérien de son approche. Ce que l'auteur souhaite privilégier et revendiquer c'est la dualité du circuit et de l'évolution dans l'analyse de la place de la connaissance. En partie, c'est d'ailleurs aussi un souci de précision et de différenciation qui explique l'accent mis sur ce point. Car l'auteur entend critiquer les approches qui considèrent la connaissance comme une sorte de stock pour insister sur le fait que "La connaissance est mouvement et créativité. Elle se manifeste inévitablement dans la

production de ce qui n'est pas routinier et programmé"<sup>2</sup>. L'organisation d'une activité cognitive, selon l'auteur, "implique à la fois une capacité accumulatrice et une capacité créatrice... D'un côté la répétition, le cumul, le contrôle..., de l'autre la création" (voir aussi la contribution de G. Colletis et P. Dieuaide dans la deuxième partie de l'ouvrage).

L'un des propos essentiels de cette contribution est issu de la volonté de caractériser l'unité de la connaissance, avant d'en démontrer la centralité. L'idée est que, même s'il existe manifestement des champs, des modalités et des manifestations différentes de la connaissance, le fait de la placer au centre de la dynamique historique contemporaine, suppose implicitement que l'on puisse porter sur elle un regard global et que, même si cela doit se faire à un niveau élevé de synthèse, on doit pouvoir en présenter une thématique unifiée. L'auteur démontre que l'on peut placer les différentes formes de savoir dans un même ensemble et que l'on peut leur donner une signification homogène : "c'est dans l'imprévu, les aléas, la réactivité que se manifeste l'unité des savoirs. Les formes de savoir, quelles qu'elles soient débouchent sur l'instable, le provisoire et la précarité... La performativité de la connaissance est dans la capacité de créer des comportements nouveaux." Si l'on prolonge le propos de l'auteur, l'incertitude est l'une des principales manifestations du capitalisme cognitif. C'est en ce sens que l'approche est schumpétérienne mais, sur ce point, elle est aussi, du même coup, keynésienne. Ce qui fonde la façon dont l'auteur aborde par la suite la question des relations entre capitalisme cognitif et financiarisation (cf. *Capitalisme cognitif et financiarisation des économies* in troisième partie de cet ouvrage).

L'approche du capitalisme cognitif que développe C. Vercellone est définie d'emblée comme marxiste. En revendiquant cette orientation, l'auteur veut dire qu'il place la relation capital-travail et le pouvoir au centre de l'analyse de la dynamique du capitalisme. Il vise à "[faire] redescendre la connaissance dans la dynamique historique concrète des rapports conflictuels de savoir et de pouvoir qui forgent le développement de la division capitaliste du travail et les transformations du rapport salarial" (cf. aussi la contribution de G. Colletis dans la deuxième partie de cet ouvrage).

Les apports de C. Vercellone se manifestent sur différents plans. D'abord l'auteur met doublement en perspective le capitalisme cognitif. En perspective historique d'une part. En perspective théorique d'autre part. Cette seconde mise en perspective consiste, d'un côté, à replacer la thèse du capitalisme cognitif dans le cadre de l'approche régulationniste, et, de l'autre, à opérer une différenciation nette avec l'économie fondée sur la connaissance et l'économie de la connaissance.

C. Vercellone souligne également les raretés artificielles et les enclosures que les capitalistes veulent mettre en place afin de préserver leur capacité de contrôle et de commandement. Les droits de propriété intellectuelle constituent un enjeu fort du capitalisme cognitif (cf. sur ce point la contribution de Y. Moulier Boutang dans la troisième partie de cet ouvrage). Enfin, il affirme nettement qu'il se place à distance d'un point de vue de déterminisme technologique.

H. Vinceneux se situe sur le terrain de la défense du capitalisme cognitif par différenciation et opposition avec d'autres thèses qui traitent de la place de la connaissance dans les économies contemporaines. Elle compare la thèse du capitalisme cognitif au discours, très en vogue dans les années 90, de défense de la Nouvelle économie, et aux analyses caractérisant les sociétés contemporaines comme des sociétés ou des économies fondées sur la connaissance.

---

<sup>2</sup> L'allusion à la distinction Simoniennne entre décisions programmées et non programmées (H. Simon, 1960-1977), que l'on retrouve dans la distinction entre rationalité substantielle et rationalité procédurale (H. Simon, 1976), à la distinction évolutionnaire entre routines et procédures de *search* (R. Nelson et S. Winter, 1982) ou encore à la distinction entre exploration et exploitation (J. March, 1991) est assez transparente.

Pour l'auteur, "l'analyse en termes de Nouvelle Economie se révèle être principalement un discours médiatique et politique... sur la conjoncture nord-américaine des années 1990, supposant que la technologie pouvait 'tirer' l'économie dans sa globalité. Mais il fut mis à mal par le renversement de la conjoncture". Elle observe très justement que si, selon le discours sur la Nouvelle Economie, celle-ci devait durer sur le très long terme et s'étendre à tous les pays, elle "n'aura finalement caractérisé que la seule conjoncture des Etats-Unis, sur une petite dizaine d'années".

L'Economie de la Connaissance apparaît à H. Vinceneux comme "une approche quelque peu réductrice pour une tentative d'analyse structurelle et institutionnelle du capitalisme" qui "semble plutôt être une approche conceptuelle évolutionniste constitutive d'une théorie cognitive de la firme.". Si ce courant s'intéresse à la modélisation du contexte, "la majorité de ses travaux se situe au niveau microéconomique de l'entreprise."

Finalement, la thèse du capitalisme cognitif est celle qui lui paraît "la plus pertinente... pour appréhender les transformations du paradigme productif." Dans son analyse, H. Vinceneux s'oppose à la problématique reposant sur le principe de la domination d'une des cinq formes institutionnelles de la régulation sur les autres<sup>3</sup> : "Nous ne concevons pas une structure du capitalisme qui verrait dominer une forme institutionnelle sur les quatre autres et leur imposer une logique. Nous préférons mobiliser un raisonnement en termes de centralité d'une forme institutionnelle..." S'appuyant sur la contribution de G. Colletis et P. Dieuaide qui figure dans la deuxième partie de cet ouvrage, H. Vinceneux pose le principe que "le rapport salarial est la forme institutionnelle centrale du capitalisme en général car il exprime la codification du rapport capital/travail, rapport fondamental de tout mode de régulation capitaliste". Il en résulte que "la sortie de crise du capitalisme passe inévitablement, et principalement, par la régulation du compromis capital/travail".

## **Capitalisme cognitif et rapport salarial**

La deuxième partie de l'ouvrage approfondit la question de la place et, surtout, celle de la nature du rapport salarial dans le capitalisme cognitif introduite par H. Vinceneux dans la première partie. G. Colletis et P. Dieuaide analysent les transformations du rapport salarial observées depuis la fin des années 80 au prisme des nouvelles relations de travail fondées sur la notion de compétence. Trois dimensions de ces relations sont examinées : compétences et travail, compétences et mobilité professionnelle, compétences et relations professionnelles. Sur cette base, une typologie distinguant entre trois profils types de travailleurs, taylorien, néo-taylorien, cognitif, est proposée. La question déterminante consiste ici à savoir non seulement comment caractériser chacun de ces trois profils, mais aussi comment ceux-ci s'entrecroisent et se pénètrent. La figure du travailleur cognitif peut-elle devenir la figure autour de laquelle se constituerait un compromis engageant une proportion suffisamment significative du salariat, ou ne concerne-t-elle qu'une fraction minoritaire de celui-ci ?

La contribution s'interroge ainsi sur les conditions d'émergence d'un nouveau mode de régulation où les compétences seraient le vecteur d'une centralité renouvelée du rapport salarial. En lien avec le travail, le "modèle" de la compétence est-il un moyen d'éviter la mise en concurrence généralisée des travailleurs ou encore de dépasser à terme le taylorisme et son avatar le néo-taylorisme ? Permet-il de réconcilier le travailleur et le travail, et de mettre fin à la séparation entre l'intelligence et l'activité issue de trois quarts de siècle de rationalisation taylorienne ou fordienne ? Ou bien ne s'agit-il que d'une simple rhétorique managériale ? Les auteurs estiment que l'appropriation des compétences se joue dans un rapport contradictoire

---

<sup>3</sup> Pour la présentation des cinq formes institutionnelles de base cf. R. Boyer (2004).

entre les directions d'entreprise et les salariés. D'un point de vue théorique, l'ambivalence profonde attachée à la notion de compétence conduit à s'interroger sur la place et le rôle du politique dans la recherche d'institutions de valorisation du travail susceptibles de jouer un rôle de médiation, tant au niveau local des stratégies et des tactiques des différents groupes sociaux, qu'au niveau global des conditions de reproduction et des dynamiques d'ensemble des systèmes économiques et sociaux. Cette perspective laisse à penser que le modèle de la compétence s'avère intimement lié à des conditions particulières d'exercice du pouvoir économique au cœur desquelles la formation et l'éducation jouent plus généralement un rôle déterminant.

C'est précisément autour de la question du rapport éducatif et de sa place dans le capitalisme cognitif qu'est centrée la contribution de D. Hervy-Guillaume et Ph. Méhaut. Les deux auteurs observent tout d'abord que la théorie de la régulation a longtemps ignoré les questions d'éducation et de formation. Qu'il s'agisse des textes fondateurs sur le rapport salarial ou de leurs déclinaisons plus récentes, l'invocation de l'attention nécessaire à porter à la reproduction de la force de travail a souvent été sans suite, au moins dans ce champ. Ce n'est que dans la période récente, aussi bien du côté de la théorie de la régulation que de celle des approches en termes de capitalisme cognitif qu'on assiste à un renouveau des préoccupations pour l'éducation, la formation et les compétences.

Adoptant l'hypothèse d'une transformation significative de la nature du travail, D. Hervy-Guillaume et P. Méhaut évoquent la possibilité d'un certain relâchement du lien classique de subordination au profit d'un lien de résultat. Le corollaire en serait une évolution des formes de rémunération intégrant soit une mesure de la "performance" (par l'intéressement, par exemple), soit des formes de rémunération proches de celles observées dans les contrats de service. A la recherche de "marqueurs" des évolutions du rapport éducatif et du rapport salarial, les deux auteurs s'interrogent sur les transformations en cours du système éducatif. Derrière les deux processus de massification et de professionnalisation de ce système, ils observent que les compétences mises en avant dans les référentiels des diplômés ne sont pas toujours au rendez-vous, et que l'activité "réelle" de travail est souvent négligée. Paradoxalement, comme le montrent les innovations survenues dans des champs comme celui de la valorisation des acquis de l'expérience (VAE), ou celui de la formation continue, les questions touchant aux compétences et aux connaissances des salariés semblent s'intégrer de façon de plus en plus organique aux dimensions "classiques" du rapport salarial (rémunération, emploi, travail). Et les auteurs de conclure en considérant que, plutôt que d'être considérées comme distinctes du rapport salarial, voire en tension avec celui-ci, l'éducation et la formation devraient être appréhendées comme une composante centrale de ce rapport, en lien organique avec ses autres dimensions.

La dernière contribution de cette partie, celle de G. Colletis (*Financiarisation, mondialisation et nouveau rapport salarial*), envisage l'hypothèse d'un rapport salarial correspondant aux nouvelles formes de division cognitive du travail. Derrière l'émergence possible, mais non certaine, de ce rapport salarial, se jouerait une nouvelle forme d'articulation entre celui-ci, la forme financière de l'organisation du capital, et la structure économique des activités productives. Cette articulation dépendrait étroitement des compromis institutionnels et de leur variété selon l'histoire et la configuration particulière de chaque formation sociale nationale. Analysant diverses interprétations de la crise du régime de croissance, G. Colletis montre les limites d'une interprétation courante des déterminants de cette crise en termes de changement technique. Il examine par la suite une autre interprétation, celle en termes de changement de régime international. Cette thèse lui semble plus convaincante à condition de considérer que la mondialisation aurait comme principale signification actuellement non pas tant un accroissement de la quantité des flux en circulation,

qu'une augmentation de leur vitesse ou de leur mobilité, celle-ci étant fortement différenciée selon le type de flux.

S'agissant des "facteurs", c'est-à-dire le capital et le travail, et dès lors que l'on ne raisonne plus seulement sur des facteurs de "production", G. Colletis propose de considérer non pas deux mais quatre facteurs : le travail qualifié et le travail peu ou pas qualifié d'une part, le capital productif et le capital financier, d'autre part.

La vitesse de mobilité de ces quatre facteurs serait très variable : le capital financier serait parfaitement mobile, il pourrait être considéré comme "volatile"; le capital productif comme le travail qualifiés pourraient être considérés comme mobiles également, mais dotés d'une vitesse plus faible, liée à certaines irréversibilités ou "barrières". Le travail peu ou pas qualifié, enfin, contrairement à une époque pendant laquelle sa mobilité a pu être encouragée, serait aujourd'hui un facteur dont la mobilité est freinée.

L'hypothèse de l'auteur est que, de fait, le principe général sur lequel se base aujourd'hui la rémunération de ces quatre facteurs est celui d'une rémunération fondée sur le différentiel de vitesse de mobilité : le premier facteur rémunéré est le plus mobile, et ainsi de suite.

La mondialisation actuelle, basée sur la concurrence de capitaux mobiles, rémunérerait ceux-ci en premier. Faute d'une rémunération suffisante, ceux-ci aurait, en effet, le pouvoir de se (dé)placer ailleurs. L'ordre de rémunération serait ainsi le suivant : le capital financier, puis le capital productif et le travail qualifié. La rémunération du travail peu ou pas qualifié apparaîtrait ainsi comme un "résidu".

Les tensions sociales qui découlent du principe liant vitesse de mobilité et rang de rémunération, mais aussi l'instabilité économique qui est associée à ce principe, feraient que dans sa configuration actuelle le régime rendrait impossible l'élaboration des compromis et la création des institutions nécessaires à un nouveau mode de régulation.

Discutant du rôle de la finance dans cette perspective, G. Colletis considère comme peu crédible l'hypothèse d'un régime de croissance "patrimonial". Selon lui, et contrairement à ce que pensent de nombreux experts et hommes politiques, voire d'économistes, le terrain privilégié des choix à opérer ne réside pas dans la finance mais dans le "réel". Ce "réel" replace le travail et la création de richesses au centre de la réflexion comme à celui des politiques et des stratégies. Il suggère une représentation de la firme non plus comme un actif totalement liquide, échangé par des détenteurs toujours transitoires, et cultivant le report de risque, mais comme institution à part entière combinant capital de financement, capital productif et compétences de ses salariés. L'auteur considère que cette représentation est compatible avec la plasticité des formes organisationnelles et la redéployabilité des actifs caractérisant les nouvelles formes d'entreprise. Elle est aussi celle qui valorise la figure du travailleur cognitif.

Cependant, de la même façon que la mondialisation est le résultat de choix à caractère centralement politiques, celui d'une représentation institutionnelle de la firme, ainsi que celui d'une nouvelle articulation entre rapport salarial, forme financière de l'organisation du capital et structure économique des activités productives, sont également des choix définis d'abord sur une base politique.

## **Capitalisme cognitif et financiarisation**

Une contribution de B. Paulré engage la réflexion de cette dernière partie de l'ouvrage centrée sur le lien entre capitalisme cognitif et financiarisation. La thèse consiste d'abord à distinguer l'hypothèse d'un capitalisme financiarisé, que l'auteur retient, de celle d'un capitalisme financier, qu'il rejette. Aux approches caractérisant le capitalisme contemporain comme une formation dominée par la finance, dans laquelle les formes et le contenu de

l'accumulation sont soumises au capital de placement financier (le capitalisme financier), il oppose une conception dans laquelle les opérations et les acteurs financiers occupent une place importante sans que l'on puisse aller cependant jusqu'à considérer que la nature et les formes de l'accumulation productive seraient déterminées par eux (le capitalisme financiarisé).

Le capitalisme cognitif est, selon B. Paulré, un capitalisme financiarisé. Mieux, l'auteur souhaite montrer en quoi le développement du capitalisme cognitif explique et justifie l'extension de la finance, en quoi capitalisme cognitif et capitalisme financiarisé co-évoluent. Le point de vue défendu par B. Paulré est que la finance ne doit pas être considérée comme un lieu où se réalise une accumulation concurrente de l'investissement réel désirée pour elle-même. Le développement contemporain de la finance peut s'expliquer, selon l'auteur, par l'émergence d'une période nouvelle du capitalisme, caractérisée par de nouvelles formes d'accumulation "réelle". Dans ce cadre, ce sont plus particulièrement le poids de l'incertitude, les difficultés et les instabilités associées à la connaissance qui, via le souhait de détenir des titres liquides, de réaliser des transferts rapides et de pouvoir limiter les risques, déterminent l'importance de la finance. Ce n'est certes pas la seule raison du développement contemporain de la finance, car la création des actifs financiers nécessaires à la croissance en constitue comme toujours la fonction première. Mais c'est elle qui, selon B. Paulré, permet de comprendre la co-évolution du capitalisme cognitif et de la financiarisation.

Trois thèmes sont successivement abordés dans sa contribution par B. Paulré. Le premier consiste à revenir sur quelques éléments fondamentaux de l'analyse économique permettant de situer l'analyse de la finance sur un plan conceptuel ou théorique. Trois divergences essentielles sont repérables selon l'auteur : la prise en compte de la finance comme option fondamentale ou déterminant essentiel de l'activité économique et de ses mutations ; le sens de la relation causale entre épargne et investissement ; les jugements, positifs ou négatifs, que portent les économistes sur le rôle de la finance.

Le second champ investi par l'auteur concerne les justifications possibles d'un capitalisme qui serait financier. Après avoir réfuté les différentes justifications habituelles (dont celle relative à la gouvernance), l'auteur discute la thèse de la financiarisation à partir de plusieurs manifestations empiriques centrées sur les Etats-Unis. Il conclut son observation en soulignant que le processus de financiarisation est plus ancien qu'on ne le présente généralement, plongeant ses racines suffisamment loin dans la crise même du fordisme.

Le troisième et dernier champ que B. Paulré examine précise la thèse d'un capitalisme cognitif financiarisé. La question centrale serait, selon lui, celle de l'incertitude et de l'instabilité des économies. Celles-ci s'expliqueraient notamment par le rôle nouveau de la connaissance dans les sociétés développées. La connaissance serait, selon l'auteur, à "double face" : elle permet l'adaptation, la créativité et l'efficacité accrue pour celui qui la mobilise et/ou la produit. Mais elle est aussi déstabilisatrice et porteuse de menaces pour ceux qui vont subir les comportements nouveaux qu'elle va générer. Un univers dans lequel les agents sont plus intelligents, réactifs et anticipateurs, est un monde plus instable qui génère des demandes de couverture, de gestion et de report du risque et des incertitudes.

L'auteur conclut son texte en posant plusieurs questions sur la place de la finance dans le capitalisme cognitif, la dernière soulignant l'importance des croyances, des représentations plus largement, et celle du langage.

En contrepoint de la thèse défendue par B. Paulré, celle d'une co-évolution d'un capitalisme financiarisé et du capitalisme cognitif, F. Morin estime pour sa part que le capitalisme actuel est un capitalisme de marché financier et que celui-ci "asservit" le cognitif. Admettant de concert avec B. Paulré que l'accumulation actuelle est essentiellement immatérielle, F. Morin insiste pour considérer que l'accumulation est fondamentalement asservie à la vision que peut avoir la finance globalisée à développer de nouvelles activités rentables.



Plus précisément, la thèse défendue par F. Morin avance que le pouvoir de la finance libéralisée ne s'arrête pas aux portes des firmes, ni à leurs sommets actionnariaux. Ce pouvoir atteint en réalité le fonctionnement des firmes au cœur même de leur activité. C'est ce qui est appelé dans cette contribution, la "financiarisation de l'accumulation". Dans ce contexte, la production des connaissances ne peut apparaître que comme asservie par le jeu des contraintes qu'impose la valeur actionnariale.

Pour l'auteur, la firme capitaliste est un organisme doté d'une structure de gouvernance en vue de faire du profit. Il faut donc la considérer comme une unité de gouvernance sociale, économique et financière. C'est la raison pour laquelle on doit retenir de cette approche le rôle prééminent de la fonction financière dans l'organisation des firmes contemporaines, surtout lorsqu'elles prennent la forme d'un groupe. Celle-ci domine les autres fonctions, en les encastrant, dans l'organisation même des groupes. Celui qui gère, ou influence, cette fonction est en capacité "d'orienter" les choix d'allocation des capitaux de la firme et donc sa stratégie d'investissement. Poussée à son extrême, cette vision fait de la firme, pour ceux qui la considèrent ainsi, un pur actif financier. Selon F. Morin, la diffusion progressive de la norme que constitue la valeur actionnariale produit un "redoutable façonnage" de la sphère réelle, laissant peu de place ou une place asservie à l'accumulation par une production des connaissances. Finalement, selon l'auteur, le processus de production de connaissances apparaît doublement asservi. Il l'est par le niveau des investissements qui ne peut être lui-même que contraint par une rentabilité financière exigée *a priori* ; il l'est ensuite par la quasi impossibilité de développer, par accumulation des connaissances, des activités nouvelles qui pourraient en dériver. Seuls les investisseurs institutionnels ont la réalité du pouvoir de décider des investissements nouveaux. Ce sont donc eux, *in fine*, qui ont la capacité d'orienter réellement l'accumulation du capital. En tant que professionnels, ils ne le feront évidemment que sur la base de critères strictement financiers.

Les deux contributions suivantes constitutives de cette partie, celle de S. Moura et celle de M. Montalban, ont ceci d'original qu'elles reposent sur un important matériau empirique. S'appuyant sur des secteurs différents, l'aéronautique et la pharmacie, elles semblent plutôt attester de la viabilité d'un capitalisme cognitif financiarisé dans lequel valorisation du capital financier et valorisation des connaissances vont de pair ou du moins ne s'opposent pas.

La contribution de S. Moura étudie le processus de création de valeur pour l'actionnaire dans l'entreprise Boeing. La conclusion est que, depuis le milieu des années 1990, l'entreprise accorde une place centrale à la création de valeur pour l'actionnaire. Pour autant, cette exigence ne la conduit pas à renoncer à l'innovation mais plutôt à repenser l'organisation et le financement de ses processus d'innovation. Cela s'explique notamment par le rôle que tiennent désormais les pouvoirs publics dans le soutien à l'activité d'innovation pour Boeing. Au total, l'entreprise est aujourd'hui capable de dégager des retours sur investissement qui rendent soutenable une création de valeur pour l'actionnaire importante. Un autre élément original peut être retenu de la contribution de S. Moura (que l'on retrouve chez M. Montalban), le rôle important que tient le discours ou la rhétorique des dirigeants dans l'appréciation et l'évaluation par les marchés et la communauté financière, de la pertinence de la stratégie suivie par la firme.

Sans sa contribution, présentée comme une "interprétation institutionnaliste" du secteur pharmaceutique, M. Montalban étudie en quoi la financiarisation et l'entrée dans l'ère du capital cognitif conditionnent les transformations de cette industrie. La perspective se situe dans une problématique issue, selon l'auteur, des travaux de T. Veblen mais intégrant le rôle du politique. Sont retracées la trajectoire et les transformations de la régulation du secteur pharmaceutique, à partir d'une grille institutionnaliste, fondée sur les travaux de N. Fligstein et de B. Jullien. M. Montalban souhaite montrer que les tendances à la financiarisation et à la valorisation des connaissances sont soutenues par un travail politique des acteurs, et par une

régulation spécifique, qui a façonné une conception du contrôle orientée vers le marketing, la finance et les biotechnologies. L'auteur analyse les conditions d'entrée en crise du secteur en rappelant la nécessité d'étudier le politique afin d'éviter les discours macroéconomiques trop généraux.

Se demandant si, à travers la crise de l'industrie pharmaceutique, n'émergerait pas une conception du contrôle plus cognitive, M. Montalban indique que les *Big Pharma* sont à la recherche de nouvelles formes de contrôle et de nouveaux modèles productifs. Toutes ont mis en œuvre des restructurations drastiques et ont entamé un large mouvement de rachats de *biotechs*. Selon l'auteur, ceci pourrait amener l'invention d'une nouvelle conception du contrôle qui, pour exister, nécessitera un travail politique des acteurs visant à obtenir un prix très élevé de produits remboursés destinés à des niches.

La dernière contribution de ce chapitre, celle de Y. Moulier Boutang, en n'ignorant pas les aspects empiriques (notamment dans la partie consacrée aux étapes de la financiarisation dans la mondialisation actuelle), est plus conceptuelle que les deux précédentes. L'auteur cherche le sens et tente d'identifier les problèmes de la liaison entre financiarisation et capitalisme cognitif. Y. Moulier Boutang cherche à rendre compte de la financiarisation à la fois comme symptôme des transformations de la sphère non monétaire ou financière du capitalisme, et comme instrument de gouvernance de l'économie mondialisée. Dans un capitalisme profondément remanié, la montée de l'immatériel (c'est-à-dire des intangibles) d'une part, le rôle croissant des externalités d'autre part, disqualifient, selon lui, les conventions et les arrangements institutionnels du capitalisme industriel fordiste. Pour ces raisons, le capitalisme cognitif serait très instable et la finance s'avèrerait alors comme le moyen de "gouverner" son instabilité spécifique.

Rejoignant la perspective d'analyse de G. Colletis, Y. Moulier Boutang estime qu'il convient de partir des transformations productives -induites selon lui par l'émergence puis le développement d'un capitalisme cognitif- pour déboucher sur la financiarisation actuelle de l'économie, plutôt que l'inverse. A la différence de la plupart des auteurs qui ont analysé la financiarisation, Y. Moulier Boutang soutient que la mondialisation financière ne peut être *l'explicans* (ce qui explique) mais bien *l'explicandi* (ce qu'il y a à expliquer). Contrairement, en particulier, aux analyses "post-fordistes" qui supposent que c'est sur une économie fordiste que se sont opérées la "distorsion" et la "dérive financière", l'auteur avance l'hypothèse d'après laquelle c'est l'émergence, au sein du capitalisme industriel de régime fordiste, du capitalisme cognitif qui a rendu le régime financier et monétaire propre au modèle fordiste totalement inopérant ou déstabilisateur. Production flexible, financiarisation, pour l'école de pensée du capitalisme cognitif, sont subordonnées à l'obtention d'une innovation permanente (substance de la valeur) et d'une réaction et tentative de surmonter une crise des rapports d'exécution des droits de propriété qui sont la condition et à la fois la forme de la captation de valeur.

On constate là, en dépit de différences dans les angles d'attaque, un profond accord entre les thèses de l'auteur, Y. Moulier Boutang, et celles de B. Paulré et G. Colletis.

Y. Moulier Boutang termine son texte en relevant une contradiction majeure à laquelle se trouve confronté le capitalisme cognitif. Le fait que les biens information et les biens connaissance soient les plus caractéristiques du capitalisme cognitif entraîne un facteur d'incertitude intrinsèque qui n'existait pas dans le fordisme. La nature de ces biens (indivisibilité, non rivalité, non excluabilité) les rend semblables aux biens publics. C'est, selon l'auteur, une difficulté de taille car l'appropriation privative de tels biens s'avère l'exception plutôt que la règle. Ainsi, selon lui, les conflits sur les limites des droits de propriété deviennent un élément de la régulation chronique du capitalisme cognitif et conditionnent la viabilité des circuits de financement privés de la science et de l'innovation. Pour Y. Moulier Boutang, tout se passe comme si, avec l'émergence du capitalisme cognitif, et en l'absence de convention comptable capable de prendre en compte les externalités et un degré

d'interdépendance et de socialisation des agents économiques dans l'entreprise et dans les organismes de régulation économique, le seul stabilisateur utilisé était la finance avec des phases d'expansion spéculative suivies de crise boursière locale ou partielle. La financiarisation, s'agissant de biens connaissance, paraît, dans un premier temps, lever les obstacles que ceux-ci présentent à leur transformation en bien rivaux, divisibles et exclusifs. Mais, elle réclame, à l'ère du numérique, la création de clôtures par l'instauration de nouveaux droits de propriété et de droit de gestion numérique. Ces nouvelles clôtures ont un effet négatif sur l'intensité et la qualité de l'innovation. Les stratégies alternatives consistent à recréer de nouveaux espaces publics et à créer les conditions d'un accès public et gratuit à des biens communs numériques, à partir d'un financement par subvention. On retrouve là, avec un enchaînement analytique très différent, un aspect important souligné par S. Moura et M. Montalban : le rôle du politique, éventuellement via une intervention sur la formation des prix ou encore via les financements publics.

### Bibliographie

- Boyer R., (2004), *Théorie de la régulation. Les fondamentaux*, La Découverte, Coll. Repères.
- Dieuaide, P., Paulré, B., Vercellone C. (2003), *Le capitalisme cognitif*, Journées d'étude MATISSE, Université de Paris 1.
- March, J.G. (1991), "Exploration and exploitation in organizational learning". *Organization Science*, Vol. 2
- R. R. Nelson et S. G. Winter (1982), *An evolutionary Theory of economic Change*, Harvard U.P.
- Simon, H. A., (1960-1977), *The New Science of Management Decision-Making*, Prentice Hall College Div. (première édition : 1960, Harper and Row).
- Simon H. A., (1976), From Substantive to Procedural Rationality, in S. J. Latsis, ed., *Method and Appraisal in Economics*, Cambridge University Press.